

1969-28

ACCORD

INTERVENU CE 22^e JOUR DE Janvier 1969

entre:

LA SOCIETE D'ASSURANCE-DEPOTS DU CANADA
(ci-après appelée la S.A.D.C.)

et

LA REGIE DE L'ASSURANCE-DEPOTS DU QUEBEC
(ci-après appelée la R.A.D.Q.)

ATTENDU que la Régie de l'assurance-dépôts du Québec, aux termes de la Loi de l'assurance-dépôts du Québec, peut garantir le paiement des dépôts d'argent faits au Québec aux institutions qui sont inscrites;

ATTENDU que la Société d'assurance-dépôts du Canada, aux termes de la Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada, peut assurer la totalité ou partie des dépôts effectués auprès des compagnies de fiducie et des compagnies de prêt constituées en corporation en vertu d'une loi provinciale qui sont membres de cette Société;

ATTENDU que certaines compagnies de fidéicommiss et certaines compagnies de prêt constituées au Québec reçoivent des dépôts dans des provinces autres que le Québec et que certaines de ces provinces ont exprimé la désir que les dépôts reçus sur leur territoire soient assurés par la S.A.D.C.;

ATTENDU qu'il est souhaitable d'éviter toute duplication de garantie et d'assurance des dépôts et toute duplication d'inspection et de surveillance;

A CES CAUSES, la S.A.D.C. et la R.A.D.Q. font les conventions suivantes:

MEMORANDUM OF AGREEMENT

MADE THIS 22nd DAY OF January, 1969

between:

THE CANADA DEPOSIT INSURANCE CORPORATION
(hereinafter called the C.D.I.C.)

and

THE QUEBEC DEPOSIT INSURANCE BOARD
(hereinafter called the Q.D.I.B.)

WHEREAS the Quebec Deposit Insurance Board pursuant to the Quebec Deposit Insurance Act may guarantee the payment of deposits of money made in Quebec to registered institutions;

WHEREAS the Canada Deposit Insurance Corporation may pursuant to the Canada Deposit Insurance Corporation Act insure some or all the deposits with provincially incorporated trust companies and provincially incorporated loan companies that are member institutions;

WHEREAS certain trust companies and certain loan companies incorporated in Quebec receive deposits in provinces other than Quebec and some provinces have expressed the desire that deposits received within such provinces be insured by the Canada Deposit Insurance Corporation

WHEREAS it is desirable to avoid duplication of guarantee and insurance of deposits and duplication of inspection and supervision;

THEREFORE, C.D.I.C. and Q.D.I.B. agree as follows:

S
LTS
AP

1. LIEU DU DÉPÔT

Lorsque la R.A.D.Q. garantit les dépôts faits au Québec à une institution et la S.A.D.C. assure les dépôts faits à cette même institution à l'extérieur du Québec, un dépôt est réputé être fait au lieu où les fonds constituant le dépôt sont reçus par l'institution, sous réserve des dispositions suivantes:

- a) si les fonds ont été remis à une succursale ou à un agent de l'institution, le dépôt est réputé être fait au lieu où cette succursale ou cet agent de l'institution, le cas échéant, a reçu ces fonds;
- b) si le déposant demande que ses fonds soient portés à son crédit à un compte maintenu ou à être maintenu par une institution dans un bureau déterminé de cette institution, le dépôt sera réputé être fait à ce bureau;
- c) le lieu où le dépôt est fait sera réputé ne pas avoir été changé sauf s'il a été changé avec le consentement du déposant;
- d) lorsqu'une institution reçoit des sommes d'argent pour lesquelles un certificat de placement garanti, un certificat de dépôt, une débenture ou un autre instrument est émis et que le lieu où le dépôt a été fait ne peut être établi selon les paragraphes qui précédent, le dépôt est réputé être fait au bureau de l'institution où l'instrument a été délivré au déposant ou d'où il a été expédié au déposant;
- e) lorsque le lieu où le dépôt a été fait ne peut être établi selon les paragraphes qui précédent, il sera présumé que le dépôt a été fait au siège social de l'institution.

. LIMITATION DE LA RESPONSABILITÉ
TOTALE A \$20,000.

La règle suivante sera appliquée pour établir la responsabilité respective

1. PLACE OF DEPOSIT

Where the Q.D.I.B. guarantees the deposits made in Quebec with an institution and the C.D.I.C. insures the deposits made outside Quebec with that institution, a deposit shall be deemed to be made at the place where the moneys constituting the deposit are received by the institution, subject to the following provisions:

- (a) where the moneys have been paid to a branch office or agent of the institution, the deposit shall be deemed to be made at the place where such branch office or agent of the institution, as the case may be, received such moneys;
- (b) where the depositor directs that his moneys be placed to his credit in an account maintained or to be maintained by an institution in a particular office of that institution, the deposit shall be deemed to be made in such office;
- (c) the place where a deposit is made shall be deemed not to have been changed unless it has been changed with the consent of the depositor;
- (d) where the moneys are received by an institution, for which a guaranteed investment certificate, deposit receipt, debenture or other instrument is issued and where it cannot be established by the application of the preceding paragraphs where the deposit was made, the deposit shall be deemed to be made at the office of the institution where the instrument was delivered to the depositor or from which it was forwarded to the depositor;
- (e) where it cannot be established from the preceding paragraphs where the said deposit was made, it shall be presumed that the deposit was made at the head office of the institution.

2. LIMITATION OF TOTAL LIABILITY TO
\$20,000.

The following rule shall be used in establishing the respective liability

-3-

de la R.A.D.Q. et de la S.A.D.C. découlant de la garantie ou de l'assurance des dépôts et pour le règlement des réclamations qui en résultent à l'égard des institutions où les dépôts sont garantis ou assurés par la R.A.D.Q. et la S.A.D.C.: lorsqu'un déposant a fait un dépôt dans une institution et que partie de ce dépôt est faite au Québec et partie est faite à l'extérieur du Québec et que le dépôt total du déposant dans cette institution excède \$20,000., la R.A.D.Q. sera responsable pour un montant maximum de garantie qui représente la même proportion par rapport à \$20,000. que la partie du dépôt du déposant faite au Québec représente par rapport au dépôt total du déposant avec l'institution, et la S.A.D.C. sera responsable pour un montant maximum d'assurance qui représente la même proportion par rapport à \$20,000. que la partie du dépôt du déposant faite à l'extérieur du Québec représente par rapport au dépôt total du déposant avec cette institution.

of the Q.D.I.B. and the C.D.I.C. for the guarantee or insurance of deposits and for settling any claims for deposit guarantee or insurance with respect to institutions the deposits with which are guaranteed or insured by the Q.D.I.B. and the C.D.I.C.: where a depositor has made a deposit with an institution and part of that deposit is made in Quebec and part is made outside Quebec and where the total deposit of the depositor with such institution exceeds \$20,000., the Q.D.I.B. shall be liable for a maximum amount of guarantee that bears the same ratio to \$20,000. as the portion of the deposit of the depositor that is made in Quebec bears to the total deposit of the depositor with the institution, and the C.D.I.C. shall be liable for a maximum amount of insurance that bears the same ratio to \$20,000. as the portion of the deposit of the depositor that is made outside Quebec bears to the total deposit of the depositor with such institution.

3. SURVEILLANCE ET INSPECTION

Les règles suivantes seront applicables à la surveillance et à l'inspection des institutions qui détiennent des dépôts garantis ou assurés par la R.A.D.Q. et par la S.A.D.C.:

- a) dans le cas d'une institution constituée en corporation au Québec:
 - i) la R.A.D.Q. ou une personne désignée par elle examinera les affaires de l'institution pour le compte de la S.A.D.C. et la personne ainsi désignée pour procéder à cet examen soumettra un rapport à la S.A.D.C. conformément à l'article 23 de la Loi sur la Société de l'assurance-dépôts du Canada;
 - ii) la S.A.D.C. peut requérir la R.A.D.Q. de procéder ou de faire procéder à un examen spécial de l'institution en tout temps et la S.A.D.C. peut désigner une ou plusieurs personnes pour participer à cet examen;

3. SUPERVISION AND INSPECTION

The following rules shall be used in connection with the supervision and inspection of institutions the deposits with which are guaranteed or insured by the Q.D.I.B. and the C.D.I.C.:

- (a) in the case of an institution incorporated in Quebec:
 - (i) the Q.D.I.B. or a person appointed by that Board shall examine the affairs of the institution on behalf of the C.D.I.C. and the person making the examination shall submit a report to the C.D.I.C. in accordance with section 23 of the Canada Deposit Insurance Corporation Act;
 - (ii) the C.D.I.C. may request the Q.D.I.B. to perform or arrange for a special examination of the institution at any time and the C.D.I.C. may appoint a person or persons to participate in such examination;

- (i) la S.A.D.C. ne procédera pas à l'examen de cette institution ou ne fera pas procéder à un tel examen pour son compte sans se conformer aux dispositions des sous-paragraphe 1) et ii) ou sans le concours de la R.A.D.Q.;
- (ii) la R.A.D.Q. mettra à la disposition de la S.A.D.C. tout renseignement venant à sa connaissance concernant les affaires de cette institution qui, de l'avis de la R.A.D.Q., peut présenter un intérêt particulier pour la S.A.D.C. en sa qualité d'assureur des dépôts faits à cette institution à l'extérieur du Québec;
- b) dans le cas d'une institution constituée en corporation dans une province autre que le Québec:
- i) la S.A.D.C. ou une personne désignée par elle examinera les affaires de l'institution pour le compte de la R.A.D.Q. et la personne ainsi désignée pour faire cet examen soumettra un rapport à la R.A.D.Q. conformément à la Loi de l'assurance-dépôts du Québec;
- ii) la R.A.D.Q. peut requérir la S.A.D.C. de procéder ou de faire procéder à un examen spécial de l'institution en tout temps et la R.A.D.Q. peut désigner une ou plusieurs personnes pour participer à cet examen;
- iii) la R.A.D.Q. ne procédera pas à l'examen de l'institution ou ne fera pas procéder à un tel examen pour son compte sans se conformer aux dispositions des sous-paragraphe 1) et ii) ou sans le concours de la S.A.D.C.;
- iv) la S.A.D.C. mettra à la disposition de la R.A.D.Q. tout renseignement venant à sa connaissance concernant les affaires de l'institution qui, de l'avis de la
- (iii) the C.D.I.C. shall not make any examination of such institution or have any examination made on its behalf except in accordance with sub-paragraphs (i) and (ii) or except with the concurrence of the Q.D.I.B.;
- (iv) the Q.D.I.B. shall make available to the C.D.I.C. all information that comes to its knowledge concerning the affairs of such institution that appears to the Q.D.I.B. to be of material significance to the C.D.I.C. in respect of its position as insurer of deposits outside Quebec with such institution;
- (b) in the case of an institution incorporated in a province other than Quebec:
- (i) the C.D.I.C. or a person appointed by that Corporation shall examine the affairs of the institution on behalf of the Q.D.I.B. and the person making the examination shall submit a report to the Q.D.I.B. in accordance with the Quebec Deposit Insurance Act;
- (ii) the Q.D.I.B. may request the C.D.I.C. to perform or arrange for a special examination of the institution at any time and the Q.D.I.B. may appoint a person or persons to participate in such examination;
- (iii) the Q.D.I.B. shall not make any examination of the institution or have any examination made on its behalf except in accordance with sub-paragraphs (i) and (ii) or except with the concurrence of the C.D.I.C.;
- (iv) the C.D.I.C. shall make available to the Q.D.I.B. all information that comes to its knowledge concerning the affairs of the institution that appears

150.17

S.A.D.C., peut présenter un intérêt particulier pour la R.A.D.Q. en sa qualité de garantie de cette institution au Québec.

to the C.D.I.C. to be of material significance to the Q.D.I.B. in respect of the position of the Q.D.I.B. as guarantor inside Quebec with the institution.

4. CESSATION DE L'ASSURANCE

4.

a) Sous réserve des dispositions de l'article 12 des règlements de la R.A.D.Q., la garantie des dépôts reçus à l'extérieur du Québec par une institution constituée en corporation au Québec sera résiliée par la R.A.D.Q. lors de la délivrance par la S.A.D.C. d'une police assurant ces dépôts et la R.A.D.Q. s'abstiendra de percevoir toute prime afférente à cette garantie après la date de la prise d'effet de cette résiliation et remboursera à cette institution, sur la prime afférente à ces dépôts qui lui a été payée par l'institution pour cet exercice comptable des primes, une somme calculée, par rapport à la prime afférente à ces dépôts pour la totalité de l'exercice comptable des primes, au prorata de la fraction non écoulée de cet exercice comptable des primes; et la S.A.D.C. indemnisera et tiendra quitte la R.A.D.Q. de toute responsabilité pouvant résulter de la continuation de la garantie de la R.A.D.Q. relativement à ces dépôts.

(a) Where the deposits made outside Quebec with an institution incorporated in Quebec are guaranteed by the Q.D.I.B., such guarantee shall be terminated by the Q.D.I.B. upon the issuance of a policy of deposit insurance by the C.D.I.C. insuring the deposits outside Quebec, such termination to be subject to section 12 of the regulations of the Q.D.I.B. and the Q.D.I.B. shall refrain from levying any premium in respect thereof after the effective date of such termination and shall refund to that institution the proportion of the premium paid by the institution to the Q.D.I.B. for that premium year in respect of those deposits that bears the same relation to the premium for the full premium year in respect of those deposits that the unexpired part of the premium year bears to the full premium year; and the C.D.I.C. shall indemnify and hold harmless the Q.D.I.B. from any liability arising from any continuance of liability by the Q.D.I.B. with respect to those deposits.

b) Sous réserve du consentement de l'institution dépositaire et de la Province d'incorporation, l'assurance des dépôts reçus au Québec par une institution constituée en corporation à l'extérieur du Québec sera résiliée par la S.A.D.C. lors de l'entrée en vigueur de la garantie de ces dépôts par la R.A.D.Q., et la S.A.D.C. s'abstiendra de percevoir toute prime afférente à l'assurance de ces dépôts après la date de cette résiliation et remboursera à cette institution, sur la prime afférente à ces dépôts qui lui a été payée par l'institution pour cet exercice comptable des primes, une somme calculée,

(b) Where deposits in Quebec with an institution incorporated outside Quebec are insured by the C.D.I.C. such insurance shall be terminated by the C.D.I.C., subject to the consent of the institution and the Province of incorporation on the coming into force of a guarantee of payment of those deposits by the Q.D.I.B., and the C.D.I.C. shall refrain from collecting any premium in respect of insurance of those deposits after the date of such termination and shall refund to that institution the proportion of the premium paid by the institution to the Corporation

Q
A/150

par rapport à la prime différente à ces dépôts pour la totalité de l'exercice comptable des primes, au prorata de la fraction non écoulée de cet exercice comptable des primes, mais en aucun cas la S.A.D.C. ne sera obligée de rembourser un montant qui réduira la prime payée par cette institution à la Société pour l'exercice comptable des primes en cours à une somme inférieure à \$500.; et la R.A.D.Q. indemnisera et tiendra quitte la S.A.D.C. de toute responsabilité pouvant résulter de la continuation de l'assurance de la S.A.D.C. relativement à ces dépôts.

for the premium year in respect of those deposits that bears the same relation to the premium for the full premium year in respect of those deposits that the unexpired part of the premium year bears to the full premium year, but in no case shall a refund be made by the C.D.I.C. that will reduce the premium paid by the institution to the Corporation for the premium year to less than \$500.; and the Q.D.I.B. shall indemnify and hold harmless the C.D.I.C. from any liability arising from any continuance of liability by the C.D.I.C. with respect to those deposits.

5. PRETS

Avec l'approbation du Lieutenant-Gouverneur en Conseil, la R.A.D.Q. peut demander à la S.A.D.C. de lui consentir des prêts afin de lui permettre de rencontrer ses besoins à court terme de liquidités nés de ses opérations. A moins qu'il n'en soit autrement ordonné par le Gouverneur en Conseil, ces prêts seront consentis par la S.A.D.C. à la R.A.D.Q. pour une période n'excédant pas un an, moyennant le transport de sûretés suffisantes, et à un taux d'intérêt égal au taux de rendement moyen en vigueur les mercredis du mois de calendrier précédent la date du prêt sur les obligations en cours du Gouvernement du Canada dont l'échéance n'excède pas trois ans, telles que déterminées par le Ministre des Finances, plus $\frac{1}{4}$ de un pour cent pour couvrir les frais d'administration.

6. INSTITUTIONS FEDERALES

Lorsqu'un déposant a effectué des dépôts au Québec dans une compagnie de fiducie ou une compagnie de prêt constituée en corporation en vertu d'une loi fédérale, ces dépôts seront assurés par la S.A.D.C. et la S.A.D.C. indemnisera et tiendra quitte la R.A.D.Q. de toute responsabilité résultant de quelque garantie de ces dépôts par cette dernière, mais l'indemnité relative à tout dépôt ne pourra excéder \$20,000.

7. INTERPRETATION

Dans cet accord

- a) l'expression "dépôt" comprend toute partie d'un dépôt;

5. LOANS

With the approval of the Lieutenant-Governor in Council, the Q.D.I.B. may request loans from the C.D.I.C. to enable the Q.D.I.B. to meet short term requirements for liquid funds arising from its operations. Unless otherwise prescribed by the Governor in Council, such loans shall be made by the C.D.I.C. to the Q.D.I.B. for a period of not more than one year, on the assignment of adequate security, and at a rate of interest equal to the average yield in the market on Wednesdays during the preceding calendar month, of outstanding Government of Canada Bonds with a term to mature not exceeding three years, as determined by the Minister of Finance, plus $\frac{1}{4}$ of one percent to cover the costs of administration.

6. FEDERAL INSTITUTIONS

Where a depositor has made deposits in Quebec with a federally incorporated trust company or with a federally incorporated loan company, such deposits shall be insured by the C.D.I.C. and the C.D.I.C. shall indemnify and hold harmless the Q.D.I.B. from any liability arising from any guarantee of such deposits by the Q.D.I.B., but any indemnity hereunder shall not exceed \$20,000. in respect of any one deposit.

7. INTERPRETATION

In this Agreement

- (a) a reference to "deposit" includes part of any deposit;

44
P.M. 15C 17

b) l'expression "institution" signifie une institution constituée en corporation en vertu d'une loi provinciale.

(b) "institution" means an institution incorporated under a provincial law.

En foi de quoi, la S.A.D.C. a apposé son sceau corporatif certifié par la signature de ses officiers dûment autorisés à cette fin, et la R.A.D.Q., agissant par ses représentants autorisés, a signé.

IN WITNESS WHEREOF the C.D.I.C. has hereunto affixed its corporate seal attested by the hands of its proper officers duly authorized in that behalf and the Q.D.I.B., acting by its authorized officers, has signed.

LA SOCIETE D'ASSURANCE-DEPOTS DU CANADA - CANADA DEPOSIT INSURANCE CORPORATION

John J. MacLeod
Q.D.I.B.

LA REGIE DE L'ASSURANCE-DEPOTS DU QUEBEC - QUEBEC DEPOSIT INSURANCE BOARD

Robert Lepage
G. L. Gagnon